

## Forum départemental

Nîmes

16 novembre 2005



## Première synthèse

---

### Forums tenus dans le Gard

- **Emploi Précarité, Nîmes, 21 septembre**
- **Quartiers Mas de Mingué, Courbessac, route d'Avignon, 10 Octobre**
- **Quartiers Nîmes Ouest, Pissevin, 17 octobre**
- **Pouvoir d'achat, Le Vigan, 19 octobre**
- **Pablo Neruda Nîmes, 21 octobre**
- Quissac, 27 octobre
- **Sommières, 28 octobre**
- **Vivre en milieu rural, Anduze, 4 novembre**
- **Urbanisme logement, Beaucaire, 4 novembre**
- **Quartier Chemin Bas d'Avignon, 8 novembre**
- **Services Publics, Salles du Gardon, 8 novembre**
- **Alès, 9 novembre**
- **Emploi Aimargues, 9 novembre**
- **Quartier Valdegour, 9 novembre**
- **Energie, Bagnols sur Cèze, 9 novembre**
- **Services publics, Vézénobres, 15 novembre**
- **Viticulture, St Victor, 15 novembre**

Cette synthèse s'appuie sur les forums dont les comptes rendus ont été fournis (en gras ci-dessus).

Comptes-rendus disponibles sur  
<http://forum-alternative30.hautetfort.com>

Ont participé aux débats ...

- **des membres de :**  
PCF, LCR, Les Alternatifs, PS, collectifs du 29 mai, PT, CGT, Sud - Solidaires, CFDT, FSU, Confédération Paysanne, ATTAC, différentes associations...
- **des individus en leur nom propre**

Une dynamique nationale est aujourd'hui engagée par des partis politiques, associations, syndicats, collectifs du 29 mai, pour construire le projet qui permettra le rassemblement nécessaire à gauche.

Plus de 600 forums se sont déjà tenus partout à travers la France à l'initiative du PCF pour débattre du contenu politique nécessaire à l'alternative.

Nous avons la responsabilité de réussir le rassemblement pour résister. Mais surtout pour savoir identifier nos principales convergences pour réellement changer la vie et nous entendre sur les moyens que nous nous donnons pour atteindre nos objectifs. C'est ensemble que nous pourrions ouvrir de réelles perspectives, mais sur les bases d'un programme concret qui nous fédère.

Les forums gardois s'inscrivent dans cette dynamique et les débats devront se poursuivre autant que nécessaire. 16 forums ont déjà eu lieu dans notre département, il est proposé aujourd'hui de faire un premier bilan de nos échanges.

Deux axes principaux se dégagent des discussions : le rassemblement à gauche et le contenu du projet en fonction de thèmes spécifiques.

Pour réellement permettre la construction en commun d'un projet politique il faut être attentifs à ce que chaque parole, idée, analyse, soit bien prise en compte, restituée et remise en débat. L'objet de cette première synthèse est de faire le point sur ce qui a été débattu, prendre la mesure de ce qui manque, avancer plus encore dans les propositions pour nous donner les moyens de nos ambitions.

Nous devons également désigner des représentants au forum national qui se tiendra le 26 novembre prochain à Paris.

**Forum national**  
**26 novembre 2005**  
**Paris**

Parc des expositions de Villepinte 9h30 - 18h  
Bulletin d'inscription en dernière page

**[www.forum-alternative.fr](http://www.forum-alternative.fr)**

## LE RASSEMBLEMENT

### Réussites et difficultés

---

La victoire du « Non » a été possible grâce à une dynamique populaire engagée par de nombreux militants, issus de différents horizons, partis politiques, associatifs, syndicaux, rassemblés en collectifs. Ce rassemblement a permis, par la pluralité des points de vue, des débats d'idées ouverts, qui ont crédibilisés notre démarche auprès des citoyens, peu sensibilisés a priori aux enjeux européens. Nous nous sommes rassemblés sur un contenu, la critique d'un texte ardu présenté au suffrage des Français. Nous avons réussi à nous accorder pour rejeter une perspective libérale en Europe.

Nous devons aujourd'hui poursuivre cette démarche de rassemblement, tout en respectant nos différences de point de vue et d'approches, en les abordant comme une richesse plutôt qu'un handicap.

Le PCF a souhaité engager un prolongement constructif au 29 mai, conscient de sa responsabilité, en qualité de parti politique engagé dans la campagne pour le « Non », d'apporter des moyens, des idées, des méthodes, pour construire l'alternative.

Lors des premiers forums nous pouvons constater que ce n'est pas si simple. Les luttes rassemblent plus facilement que la construction d'un projet politique. Nous savons identifier ce que nous ne rejetons et pourquoi, nous parvenons à définir en commun ce que nous voulons dans les grandes lignes, mais nous n'arrivons pas toujours, dans nos réunions, à déterminer comment y arriver, par quelles actions concrètes, conforme au projet idéologique et efficaces pour demain changer la vie.

Le principe du rassemblement a fait l'objet de débats qui ont porté essentiellement sur :

- **Les modes d'organisation des forums**

- « La co-organisation n'est pas spontanée ».
- « Il faut organiser les débats pour permettre la prise en compte de la parole de tous (ateliers, comptes rendus, tribunes...) ».
- Définition, objectifs, perspectives : les approchent divergent, il faut rechercher la complémentarité.

- **Les bases du rassemblement et ses perspectives**

- Quelles alliances, pour quelles échéances électorales et quelles institutions ?
- Le principe du **rassemblement sur les bases d'un contenu fait l'unanimité**, mais la définition de propositions concrètes et son organisation à partir de « la base » est complexe.
- « Comment dépasser le stade du questionnement ? ».

- **La défiance envers les « politiques »**

- Le bilan de la gauche n'est pas satisfaisant, voire contesté.
- L'engagement dans le débat politique se fait de manière plus individuelle ou « à côté » des partis (associations, syndicats, collectifs...), ce qui correspond à une tendance sociale contemporaine.
- Il y a vigilance envers une « récupération » potentielle de la dynamique collective du 29 mai.
- Le débat concernant les formes du « pouvoir » doit être relancé (formes, cadre, démocratie...).

## LE CONTENU

### Approche générale

---

#### **Pour construire ensemble une réelle politique de gauche**

##### **Dénoncer**

La France compte 3,6 millions de pauvres selon la définition la plus restrictive de la pauvreté. Les graves dérives libérales et populistes consistent à considérer que « la pauvreté est la faute du pauvre ». La notion de « droits et devoirs » est galvaudée puisque les droits ne sont plus respectés (droits constitutionnels : droit à un emploi, droit à un logement, égalité...).

La gravité de la situation appelle à « un plan d'urgence à gauche ».

Chômage massif, privatisation des services publics, répression, contrôles, radiations, expulsions, désengagement de l'Etat, sont issues d'un contexte, d'une volonté et ont des conséquences. Nous devons mobiliser autour de la responsabilité des élus de droite (députés) directement liés aux dérives libérales d'actualité. Au delà des concepts idéologiques à dénoncer, désigner des hommes et des femmes responsables de ce que l'on condamne, permet de faire comprendre que ce sont des hommes et des femmes qui pourront changer les choses, et donc de permettre l'incarnation et la crédibilité de l'alternative.

##### **Reconstruire**

Le gâchis engendré par les politiques libérales est considérable, le niveau des réformes à mettre en œuvre est donc considérable.

D'alternance en alternance la gauche au gouvernement a déçu, mais elle a aussi mis en place des mesures qui ont été balayées par la droite et qui devront être reprises. Pour éviter les erreurs du passé nous devons nous entendre sur nos engagements communs. Faut-il par exemple re-nationaliser toutes les entreprises publiques qui auront été privatisées ? Depuis quand ? Sous quelle forme ?

##### **Inventer**

Faut-il poser les bases d'un projet en référence au passé, ou faut-il inventer une autre organisation sociale (institutions, modes de gestion, habitudes de consommation...) ?

Le contexte n'est plus le même qu'il y a 30 ans, la mondialisation, les nouvelles technologies de l'information, les nouvelles formes de production, l'évolution des savoirs, ont bouleversé les modes de vies. Notre organisation sociale est à revoir à tous les échelons, local, national, européen et mondial. La gauche doit s'adapter au changement en proposant un projet politique à partir des souffrances et des aspirations populaires. Nous devons construire le contenu et les conditions politiques de la réalisation d'un programme répondant aux besoins des hommes et des femmes, « en sachant prendre en compte toutes les bonnes idées ».

## LE CONTENU

### Thèmes abordés dans les forums gardois

---

#### **SERVICES PUBLICS**

##### **[ Quelle conception, quelle place et quels financements des services publics ? ]**

- Résister ensemble à l'affaiblissement des services publics (EDF, La Poste, SNCF, Hôpitaux, Education, ANPE, autoroutes...) du à la privatisation et à la décentralisation Raffarin – comités de défense, manifestations, information des populations sur leur nécessité...
- La rentabilité des services publics ne peut être un objectif. Pas d'ouverture à la concurrence possible. Contrôler les engagements pris pour faire barrage à l'AGCS et faire des propositions. Exiger l'abrogation des lois et directives européennes (Bolkenstein) qui sont le prétexte du gouvernement français pour tout brader.
- Développer les services publics dans tous les secteurs correspondant à des besoins collectifs. Créer des nouveaux services publics (eau, logement, petite enfance...).
- Solliciter les élus locaux pour le développement des services publics territoriaux (régies pour la gestion de l'eau, des ordures ménagères, des transports...).
- Adapter la création de services publics aux besoins des populations locales (ruralité, quartiers, jeunes...). Assurer leur démocratisation, leur contrôle par les usager(e)s, les élus, les salariés des Services Publics, les Organisations Syndicales.
- Renationaliser les services publics privatisés ? Lesquels ?

**Manifestation nationale le 19 décembre** « Converger ensemble pour la défense et le développement des services publics, c'est l'affaire de tous et toutes ! ».

**Rencontre pour le Service Public le mercredi 30 Novembre** de 18h à 20h, Auditorium Pablo Neruda, Nîmes (CGT, FSU, Solidaires, Attac, PCF, les Alternatifs, Collectif du 29 mai...).

#### **FINANCEMENT DES BESOINS COLLECTIFS - FISCALITÉ**

##### **[ Comment donner à l'Etat et aux collectivités publiques les moyens de politiques ambitieuses ? ]**

- Taxer les revenus financiers
- Impôt sur le revenu progressif
- Réforme fiscale (taxes - habitation, foncière, professionnelle...)
- Suppression des impôts indirects

#### **RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES**

##### **[ Comment conduire les entreprises à respecter l'intérêt général ? ]**

- Charges patronales indexées sur les bénéfices des entreprises
- Taxer les licenciements
- Démocratie dans l'entreprise

## **EMPLOI, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ**

[ Comment en finir avec le chômage et la précarité ? ]

### **Dénoncer - résister**

- Expliquer les mécanismes d'abaissement du coût du travail et leurs effets (CNE, contrats aidés, flexibilité, licenciements abusifs...).
- Le contrôle des chômeurs et des bénéficiaires de minimas sociaux alimentent l'insécurité sociale, la culpabilité des plus précaires.
- Il faut des collectifs de chômeurs et précaires plus visibles et revendicatifs au niveau local.
- Les associations et collectivités locales ne doivent pas être instrumentalisées dans le cadre des politiques de l'emploi.
- Le développement du rôle des associations caritatives est inquiétant.

### **Proposer** (Soutien de l'emploi, Pouvoir d'achat - Hausse des salaires, Temps de travail)

- SMIC à 1500 euros
- Sécurité emploi formation
- Création d'emplois statutaires dans les services publics
- Renforcer le contrôle des entreprises (inspecteurs du travail) pour dénoncer les conditions de travail précaire et illégal (exemple : agriculture).

## **ACTION PUBLIQUE**

[ Financements pour quels développements ? Quels outils pour permettre à l'Etat d'agir sur l'économie ? ]

## **Développement économique**

Développement solidaire : économie et finances solidaires - commerce équitable

- Redéfinir le rôle central des agriculteurs dans la société. Soutenir les petites exploitations, aider à l'installation (mise à disposition de terres communales pour contrer le coût du foncier rural), développer les AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne).
- Inciter au développement d'entreprises « économie solidaire » : coopératives et mutuelles.
- Reconnaître le rôle des associations.
- Les services publics sont nécessaires à l'aménagement et au développement économique des territoires.

## **Energie**

### **Constats**

Augmentation du prix de l'essence, du gaz, privatisation d'EDF.

Energies fossiles épuisables à court terme.

### **Propositions**

- Développer la filière bois et généralement les énergies renouvelables. Il faut des crédits massifs au secteur de la recherche publique pour avancer dans ces domaines.
- La production d'énergie nucléaire doit impérativement rester sous le contrôle de l'Etat.
- Assurer à tous l'accès à l'énergie suppose t-il de poursuivre la production d'énergie nucléaire ?

## Urbanisme Logement

### Constats

- Les prix du foncier rendent difficile l'accès au logement.
- Les logements sociaux son en nombre largement insuffisant.
- La démolition de logements sociaux n'est pas compensée par un nombre de constructions équivalent.

Le projet de budget 2006 prévoit que les crédits de paiement du ministère du Logement pour lutter contre "l'habitat indigne" baisseront de 15 %, de 21,2 à 18 millions d'euros.

### Propositions

- Etablissements publics fonciers, construction de logements sociaux (construire d'abord, détruire ensuite), réserve foncière.
- Réquisitionner les logements inoccupés.
- Plafonner les prix des logements.

## DROITS FONDAMENTAUX - LIBERTÉS

### Discriminations

- La violence dans les banlieues est une conséquence des discriminations et de l'exclusion
- Lutter contre la xénophobie et le racisme par une véritable possibilité d'intégration (travail, logement, école, droits sociaux, culture...)
- Actions de résistance à la politique de Sarkozy, l'autoritarisme n'est pas la réponse, comité de soutiens anti-expulsions
- Il y a un fossé entre les habitants des « quartiers » et les décideurs (politiques, journalistes, administrations).
- Engager avec les populations concernées un véritable dialogue, encourager l'engagement associatif et politique
- Droits des migrants : droit de vote aux personnes immigrés vivant en France

## DÉMOCRATIE - INSTITUTIONS

**[ Quelle VI<sup>e</sup> République pour permettre aux citoyens de se faire entendre et d'intervenir en permanence dans le fonctionnement des institutions ? ]**

- Faut il aller vers une VI<sup>e</sup> république ?
- L'organisation actuelle de l'administration est-elle adaptée ?
- La démocratie participative, l'intervention citoyenne est aujourd'hui souvent limitée à la contestation faute d'espaces de concertation et d'élaboration des politiques publiques. Il faut pouvoir la garantir pour décider et choisir. Mais cela suppose des modes de concertation représentatifs des populations concernées par les domaines en question.
- Il faut des nouveaux organismes de contrôle des fonds publics.

## ÉUROPE - MONDIALISATION

**[ Comment mettre l'Union européenne au service des peuples ? Comment aller vers une mondialisation de paix, de coopération et de développement ? ]**

- Les Organisations et régulations internationales sont non démocratiques.
- Nouvelles institutions pour permettre aux citoyens d'intervenir dans les choix qui concernent la mondialisation des échanges.